

Monsieur, Madame,

Nous vous informons que dans sa séance du 14/09/2010, la commission de surendettement du Jura a constaté l'échec de la phase amiable de la procédure de traitement de votre situation de surendettement, pour le motif suivant :

Débiteur : Refus des obligations du plan

Conformément à l'article R 331-18 du Code de la Consommation, vous disposez d'un délai de 15 jours, à compter de la présente notification, pour saisir la commission, par déclaration remise ou adressée à son secrétariat, d'une demande de recommandation de tout ou partie des mesures prévues à l'article L 331-7 ou au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 331-7-1 du Code de la Consommation, reproduits en annexe à la présente note.

Nous vous précisons enfin que, dans le cas où vous bénéficiez d'une suspension des procédures d'exécution prononcée par le juge de l'exécution, celle-ci se poursuit automatiquement, sans pouvoir excéder un an, soit jusqu'à l'expiration du délai de 15 jours pendant lequel vous avez la possibilité de saisir la commission, soit dans l'hypothèse où vous saisissez la commission, jusqu'à ce que le juge ait conféré force exécutoire aux recommandations, ou ait statué sur une contestation éventuelle émise à leur encontre.

Veillez agréer, Monsieur, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

Le Secrétariat de la Commission.